

ANALYSE DE LA PRESSE

Octobre 2013

1. A la une : la visite d'Arnaud Montebourg, ministre français du Redressement productif en Turquie
2. Dossier du mois : le Paquet démocratique
3. Economie
4. Union européenne
5. International
6. Turquie
7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Octobre 2013)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la visite d'Arnaud Montebourg, ministre français du Redressement productif en Turquie

Le ministre français du Redressement productif Arnaud Montebourg s'est rendu en Turquie jeudi 10 octobre pour une visite de trois jours avec un volet particulier sur le nucléaire. » (*Usine Nouvelle*, Julien Bonnet, 10/10/2013)

« La France souhaite inaugurer avec la Turquie de nouvelles relations après les "turbulences inutiles" qui ont empoisonné leurs rapports, a déclaré (...) [le ministre français]. "L'objectif de nos deux pays est de faire de nos relations économiques reconstruites le point de solidité entre nos deux pays, quelles que soient les vicissitudes politiques", a-t-il insisté. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a pour sa part estimé que les deux pays "peuvent faire beaucoup mieux, en unissant leurs forces" sur le plan économique. » (*L'Expansion.com*, AFP, 10/10/2013)



Photo : Arnaud Montebourg, Ministre français du Redressement productif et Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre turc
(Source : Ambassade de France en Turquie)

Le volet nucléaire était la priorité de cette visite lors de laquelle Arnaud Montebourg a été accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires notamment des représentants de GDF Suez et d'Areva. (*Le Figaro*, Anne Cheyvialle, Frédéric De Monicault, 10/10/2013) « Lors de leur entrevue, Recep Tayyip Erdogan et Arnaud Montebourg ont abordé le projet de construction de la deuxième centrale nucléaire turque à Sinop au nord de la Turquie. Il a été attribué à un consortium dirigé par les japonais Mitsubishi et Itochu et incluant les groupes français Areva et GDF-Suez. » (*L'Expansion.com*, AFP, 10/10/2013) « Depuis le printemps, Areva et GDF-Suez sont en négociation exclusive avec Ankara pour la livraison à horizon 2023-2024 de quatre réacteurs de moyenne puissance Atmea, d'une capacité de 1 150 mégawatts à Sinop » et « un contrat potentiel de 15 milliards d'euros ». (*Le Figaro*, Anne Cheyvialle, Frédéric De Monicault, 10/10/2013)

« "Sur le plan de l'énergie, nos deux pays sont en collé-serré", s'est réjoui le ministre du Redressement productif. "La France est un partenaire naturel" pour ce projet, a pour sa part souligné le ministre turc de l'Energie Taner Yildiz. "Nous sommes dans la dernière ligne droite des négociations exclusives qui pourraient aboutir à la fin du mois", a ajouté une source proche du dossier. "La part française serait de 4 milliards d'euros". » (*L'Expansion.com*, AFP, 10/10/2013) « Outre l'énergie nucléaire, les entreprises françaises s'intéressent également aux projets ferroviaires à grande vitesse de la Turquie, ainsi qu'aux secteurs de l'énergie renouvelable et de l'électricité conventionnelle, selon une autre source proche du dossier. » (*L'Expansion.com*, AFP, 10/10/2013)

« D'autres sujets [ont été également] sur la table, notamment dans les infrastructures. Arnaud Montebourg [a rencontré] en fin de semaine le maire d'Istanbul [Kadir Topbaş] et le ministre des Transports [Binali Yıldırım] » pour discuter des projets sur le traitement des eaux et des déchets et le transport ferroviaire à grande vitesse. (*Le Figaro*, Anne Cheyvialle, Frédéric De Monicault, 10/10/2013)

Le ministre a également tenu une conférence au Lycée Galatasaray d'Istanbul « sur le thème "la nouvelle France industrielle" devant un public franco-turc composé d'étudiants, d'hommes d'affaires, de la direction du lycée ainsi que de la représentation française en Turquie, l'ambassadeur de France Laurent Bili et la consule générale à Istanbul, Muriel Domenach. (...) "De la même manière que nous souhaitons que les entreprises françaises investissent en Turquie, nous souhaitons que les entreprises turques investissent en France", a dit avoir confié Arnaud Montebourg au ministre de l'Economie turque [Zafer Çağlayan]. (...) Arnaud Montebourg, sur la question des relations industrielles et économiques, a clairement manifesté la volonté de Paris de renforcer ses liens avec la Turquie, concluant son discours

sur ces mots : "J'encourage les entreprises turques à venir se joindre à nous. Nous souhaitons que la France accueillante, capable des meilleures alliances, étende son hospitalité industrielle, technologique, économique à la Turquie. Il est important de montrer que nous voulons faire encore plus, et plus grand ensemble. Il est vrai que nos deux pays ont beaucoup de choses à imaginer ensemble. Ils l'ont fait dans le passé depuis François I^{er} et Süleyman le Magnifique, ils sont capables de le refaire." » (*lepetitjournal.com*, Laura Lavenne, 14/10/2013)

« Les relations entre Paris et Ankara ont connu de nombreuses difficultés ces dernières années, notamment en raison de l'opposition de Nicolas Sarkozy à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. » (*L'Expansion.com*, AFP, 10/10/2013) « Le volume d'affaires entre les deux pays - 12,5 milliards d'euros - stagne et la France qui était dans les trois premiers investisseurs a reculé à la septième place. » (*Le Figaro*, Anne Cheyvalle, Frédéric De Monicault, 10/10/2013)

2. Dossier du mois : le Paquet démocratique

"Le paquet démocratique" dévoilé lundi 30 Septembre par le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a suscité beaucoup d'intérêt dans les média français et turcs.

« Les enfants ne seront plus obligés de réciter en début de semaine à l'école «*Je suis un Turc*». Des noms de villages ou de lieux seront rétablis en langue kurde et celle-ci pourra être enseignée mais seulement dans des structures privées et non dans l'enseignement public comme le souhaitait le BDP, principal parti kurde. Les minorités chrétiennes – syriaque, grecque, arménienne – n'obtiennent pas non plus ce qu'elles espéraient même si le gouvernement fait un geste pour un monastère Mar Gabriel, à Midyat, qui pourra récupérer ses terres. Mais le grand séminaire orthodoxe de l'île Heybeliada, au large d'Istanbul ne sera pas réouvert. » (*Libération*, Marc Semo, 01/10/2013)

« "Le gouvernement a déserté face aux principaux problèmes de ce pays et nous a présenté ces réformes pour échapper aux pressions de la société", [a affirmé Kemal Kilicdaroglu, le leader du CHP], clamant que "c'est tromper le peuple que de présenter comme une réforme de démocratisation quelques amendements déjà résolus par la société". » (*Libération*, Marc Semo, 01/10/2013) « "Ils considèrent la moindre objection comme une résistance à l'Etat", a-t-il commenté, "le principal obstacle à la progression de la démocratie en Turquie est l'AKP lui-même". (...) »

Le chef du Parti de l'action nationaliste (MHP, nationaliste), Devlet Bahçeli, a pour sa part dénoncé l'absence de consultation qui a entouré la préparation de ce projet. "Le peuple turc est absent de ce paquet, ses attentes n'y sont pas. La volonté du Parlement n'y est pas", a-t-il déclaré. » (*Le Parisien*, AFP, 01/10/2013)

« Pour Recep Tayyip Erdogan, qui règne sans partage sur un parti contrôlant désormais tous les rouages de l'appareil d'Etat, il s'agissait avant tout de rétablir une crédibilité sérieusement mise à mal par la contestation du printemps, notamment place Taksim à Istanbul où étaient dénoncés l'autoritarisme croissant du Premier ministre et l'islamisation rampante des institutions et de la société. (...) »

Or les réformes annoncées lundi [30] sont loin de satisfaire les attentes de la société turque. Une fois de plus seuls les islamistes, la fidèle clientèle électorale de l'AKP qui par trois fois consécutives a remporté les élections législatives, seront les véritables bénéficiaires de ces mesures, notamment celle qui autorise désormais les députées et les fonctionnaires, y compris les professeuses, à porter le foulard au travail. (...) La seule chose vraiment importante promise est l'abaissement du seuil minimum pour être représenté au Parlement à 5% au lieu de 10% actuellement. (...) [Selon Marc Semo] « Plus que les Kurdes, les islamistes seront les véritables bénéficiaires des mesures annoncées lundi par le Premier ministre Erdogan. » (*Libération*, Marc Semo, 01/10/2013)

La question kurde

Le paquet contient des nouvelles dispositions en vue de répondre aux revendications des Kurdes de la Turquie comme l'utilisation des lettres «x», «w» ou «q» « caractéristiques de la langue kurde (...). L'annulation du seuil de 10% des voix pour entrer au Parlement, revendiquée par tous les partis à l'exception de l'AKP (au pouvoir depuis 2002), est promise mais ne sera pas mise en application dans l'immédiat. » (*Libération, Ragıp Duran, 01/10/2013*)

« Les écoliers turcs seront rapidement dispensés, dans le cadre des réformes annoncées lundi [le 30 Septembre] par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, de réciter le serment d'allégeance obligatoire chaque matin au début des cours, a indiqué [le 4 Octobre] le ministre de l'Enseignement Nabi Avci. "Je suis turc, honnête et travailleur. Je suis turc, je suis juste, je suis dur au travail (...) Mon existence est un cadeau à la vie turque. Heureux celui qui se dit turc", dit le serment. L'opposition turque et la presse qui la soutient ont dénoncé la décision du gouvernement islam-conservateur de renoncer à ce serment, y voyant une atteinte à l'"identité nationale". » (*LeFigaro.fr, AFP, 04/10/2013*)

Tandis que le paquet prévoit un enseignement privé dans la langue kurde, « Le BDP, principal parti kurde (29 députés sur 548), revendique le droit à l'enseignement en langue maternelle kurde dans les écoles publiques, une forme d'autonomie pour les régions à majorité kurde de l'est et du sud-est, une révision de la loi antiterroriste pour permettre la libération de milliers de militants et une mention de l'identité kurde dans la Constitution. » (*Libération, Ragıp Duran, 01/10/2013*)

« Le PKK, qui est officiellement interdit et mène depuis 29 ans une guérilla contre les autorités turques, a jugé que les propositions du gouvernement n'avaient pas pour but de parvenir à la paix entre les deux camps et manquaient à la fois de "l'esprit et (des) moyens nécessaires à une solution". (...) "Il est manifeste que l'AKP ne comprend pas le problème kurde et ne l'approche pas de façon sérieuse", juge la direction du PKK, basée dans le nord de l'Irak, dans un communiqué transmis par courriel. "Ce plan montre que tout ce qui est en question, c'est de gagner de nouvelles élections." » *Les Echos, Reuters, 01/10/2013*)

« Les séparatistes kurdes du PKK sont prêts à redescendre de leurs bases dans le nord de l'Irak pour combattre en Turquie si Ankara ne relance pas rapidement le processus de paix, avertit Cemil Bayik, chef de la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan. (...) Pour le chef politique du PKK, le plan Erdogan est "vide" et "n'a rien à voir avec la démocratie". "La mentalité n'a pas changé", déplore-t-il.

Le port du voile

Le paquet démocratique reconnaît le droit pour les femmes de porter le voile dans la fonction publique, jusqu'à maintenant interdit. « La levée de l'interdiction est publiée au Journal officiel et s'applique immédiatement et partout, à l'exception de l'armée et du monde judiciaire, deux secteurs exclus de la nouvelle réglementation. » (*Les Echos, Reuters, 08/10/2013*)

« La précédente disposition, rédigée en 1982, deux ans après un coup d'Etat militaire, astreignait les femmes à se présenter au travail "la tête découverte", en l'occurrence sans être coiffées du voile islamique, et les hommes soigneusement rasés. (...) "Une période sombre touche enfin à son terme", a insisté M. Erdogan, qui a estimé que l'interdiction du voile violait le droit de culte, un délit passible d'une peine de prison. (*Le Parisien, AFP, 08/10/2013*)

« "Nous avons abrogé aujourd'hui une disposition archaïque qui était contre l'esprit de la République, c'est un pas vers la normalisation", a dit le ministre Erdogan lors d'un discours hebdomadaire au Parlement devant les députés de son parti gouvernemental de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste). (...) L'opposition turque a dénoncé cette mesure, estimant qu'elle constitue une nouvelle brèche dans le symbole de la Turquie musulmane mais laïque voulue par le fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk. » *LeFigaro.fr, AFP, 08/10/2013*)

« Le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) ne s'est pas clairement opposé à la libéralisation du voile dans l'administration. Mais il a estimé que cette liberté pouvait rapidement dégénérer, si elle venait par exemple à s'appliquer au niqab, le voile couvrant le visage à l'exception des yeux. » (*Le Parisien, AFP, 08/10/2013*)

« L'AKP souligne que la nouvelle mesure ne s'appliquera pas au voile islamique intégral qui ferme le visage au dessus des yeux et sous le nez dans l'administration, car les fonctionnaires femmes seront obligées d'avoir "le visage découvert". » (*Le Point, AFP, 03/10/2013*)

« Cette loi n'est d'ailleurs pas une grande surprise, car pas à pas, l'AKP avait ouvert la voie ces dernières années au port du foulard islamique en l'autorisant à l'université, dans les tribunaux pour les avocates, et aux examens. (...) Déjà autorisé aux étudiantes sur les campus, le port du foulard sera désormais permis aux professeurs et à tous les agents publics, ainsi qu'aux députées.

En 1999, Merve Kavakçı, une députée turco-américaine élue sous les couleurs d'un parti islamiste, s'était présentée devant ses pairs coiffée du voile pour prêter serment. Elle avait dû quitter l'hémicycle sous les huées, avant d'être déchue de sa nationalité turque. » (*Le Parisien, AFP, 03/10/2013*)

« "Les femmes voilées sont des membres à part entière de cette République, tout autant que celles qui ont la tête découverte" » a souligné le premier ministre turc. (*Le Point, AFP, 08/10/2013*)

« Le Parti pour la justice et le développement (AKP, islamo-conservateur) au pouvoir est déjà tourné vers les élections municipales de mars 2014, qui constitueront pour lui un test de popularité important, notamment à Istanbul. (...)

Depuis l'irruption du mouvement de contestation [de Gezi], le premier ministre n'a cessé de répéter que la démocratie se jouait dans les urnes, où il excelle depuis dix ans. Dans ce contexte, la bataille pour la mairie d'Istanbul sera la plus observée. M. Erdogan, ancien maire (1994-1998), reste déterminé à garder la main sur la gestion de l'agglomération et de ses 15 millions d'habitants qui lui ont servi, il y a quinze ans, de tremplin national. L'actuel maire, Kadir Topbas, l'un de ses fidèles, devrait être désigné par son mentor pour tenter de décrocher un troisième mandat. (...)

"Partout le métro, dans toutes les directions, le métro", clame l'affiche, qui s'étale dans toute la ville pour vanter les investissements réalisés ces dernières années sur les réseaux de transports. Ce slogan est aussi un pied de nez aux manifestants qui dénonçaient au printemps le développement frénétique et irraisonné d'Istanbul et qui scandaient : "Partout Taksim, partout l'occupation." » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 11/10/2013*)

Par ailleurs « le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a fait savoir qu'il serait candidat à l'élection présidentielle prévue l'an prochain si son parti le lui demandait. Selon les règles de fonctionnement de son parti, l'AKP (Parti pour la justice et le développement), Recep Tayyip Erdogan ne peut prétendre à être à nouveau chef du gouvernement à l'issue des élections législatives de 2015. On le sait favorable à un rôle renforcé du président au sein de l'exécutif, mais ses projets de faire modifier la constitution en ce sens n'ont pour l'heure pas abouti. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 04/10/2013*)

« Le président Gül, qui apparaît mieux placé dans les sondages pour ce poste que son Premier ministre, a le droit de se représenter pour un nouveau septennat, bien qu'il n'ait rien dit pour l'instant à ce sujet. Selon certains médias, le président pourrait aussi redevenir Premier ministre, comme il l'a brièvement été en 2002. (...)

Les deux hommes ont participé à la création de l'AKP en 2001 et sont alliés de longue date. Des tensions sont toutefois apparues dans leur relation depuis un an, notamment sur la façon de traiter les manifestations antigouvernementales de juin dernier à Istanbul et Ankara, les plus importantes depuis l'arrivée de Recep Tayyip Erdogan au pouvoir il y a dix ans. [Le 3 octobre], Erdogan a exclu l'idée d'une épreuve de force avec le chef de l'Etat pour la présidentielle.

"Je ne pense pas qu'il y aura une décision qui débouchera sur notre séparation. Ce que je veux dire, c'est que nous ferons les consultations et négociations nécessaires entre nous si nécessaire", a dit le Premier ministre. Son caractère impétueux tranche avec celui, plus modéré, du président. La différence a été perceptible, notamment dans leurs propos sur les crises en Syrie et en Egypte, de même que pendant les semaines qu'ont duré les grandes manifestations de l'été. Lors d'un discours mardi au parlement, Abdullah Gül a estimé que les manifestations pacifiques étaient un signe de la maturité démocratique atteinte par la Turquie. Il a mis en garde contre la polarisation de la vie politique, disant qu'elle risquait de porter atteinte à l'harmonie du pays. Recep Tayyip Erdogan qualifie au contraire de "racailles" ceux qui sont descendus dans la rue en juin. » (*Les Echos, Reuters, 04/10/2013*)

3. Economie

« La Turquie abaisse ses prévisions »

Les prévisions de croissance de l'économie turque ont été revues à la baisse par le gouvernement turc qui table aujourd'hui « sur une diminution progressive du déficit des comptes courants.

Présentant le programme de moyen terme du gouvernement, le vice-Premier ministre Ali Babacan a expliqué que la croissance serait de 3,6% cette année, au lieu d'une prévision précédente de 4,0%. Elle accélérerait ensuite à 4,0% l'an prochain puis à 5,0% en 2015 et 2016. L'inflation de son côté est prévue à 6,8% cette année puis 5,3% en 2014 avant de reculer à 5,0% - soit l'objectif de la banque centrale - en 2015 et 2016.

Le déficit courant, principal talon d'Achille de l'économie turque, serait ramené à 5,5% du produit intérieur brut (PIB) à l'horizon 2016 contre 7,1% prévu cette année. » (*LeFigaro.fr, Reuters, 08/10/2013*)

« Le taux de chômage en forte hausse en Turquie (9,3%) »

« Le nombre de demandeurs d'emploi en Turquie a atteint fin juillet 9,30 % de la population active, contre 8,8 % en juin. L'augmentation concerne 363.000 personnes, amenant le total à 2,7 millions. » (*Les Echos, 14/10/2013*)

La Turquie vulnérable aux turbulences financières et monétaires

Selon l'étude d'Ernst & Young « sur les perspectives économiques de 25 pays à forte croissance, rendue publique jeudi 24 octobre » la Turquie fait partie du groupe des pays "très vulnérables" « face aux turbulences financières et monétaires ».

Les pays ont été classés selon les critères de « l'état de leur balance courante en 2012, le niveau de leur endettement global et celui de leur dette publique en 2012 ; leur inflation moyenne en 2013 ; la progression moyenne du crédit entre 2010 et 2012 ; ce que représentent leurs réserves de change en proportion de leurs importations ; et, enfin, l'évolution du cours de leur monnaie face au dollar américain de septembre 2011 à septembre 2012. »

La Turquie est considérée dans le premier groupe qui « est composé de 8 pays à hauts risques, autrement dit susceptibles d'être touchés par les tempêtes financières qui pourraient accompagner le durcissement progressif des politiques monétaires dans les économies avancées. » Et les autres dans ce groupe sont « l'Argentine, l'Inde, l'Egypte, le Vietnam, le Ghana, l'Indonésie, l'Afrique du Sud. » (*Le Monde.fr, Claire Guélaud, 24/10/2013*)

« Finance : un regain de vigueur pour les fusions-acquisitions en Europe »

« L'activité fusions-acquisitions a été soutenue en Russie, en Turquie et au Royaume-Uni, notamment dans le secteur de la banque commerciale et de la gestion d'actifs » selon l'étude de PwC « Sharing Deal Insight » publié le 3 octobre. Cette étude souligne que « les fusions acquisitions dans le secteur financier européen ont augmenté de 90% en valeur au premier semestre, notamment dans le secteur bancaire. » (*Les Echos, AFP, 04/10/2013*)

« Un téléphérique en Turquie pour Sigma »

« Le spécialiste de la fabrication de cabines pour les transports câblés [Sigma] a emporté un contrat portant sur la construction d'un téléphérique dans la ville d'Ankara, en Turquie. Il va fournir 106 cabines de 10 places pour un débit de 2.400 personnes par heure qui circuleront sur une ligne de trois kilomètres avec quatre gares. » (*Les Echos, 02/10/2013*)

Les ventes de Mercedes en Turquie progressent

« Malgré une reprise vacillante en Europe, Mercedes y a écoulé 14,2 % de voitures de plus en septembre que lors du même mois l'an dernier, avec 71 000 autos vendues. Le groupe tient compte dans ces chiffres de ses ventes en Turquie et en Russie. Depuis le début de l'année, les ventes dans ces deux pays ont progressé de 7,3 % à 496 696 voitures. » (*LePoint.fr, 09/10/2013*)

4. Union Européenne

Rapport de suivi 2013 de l'UE sur la Turquie

Publié le 16 octobre, « le rapport annuel de la Commission européenne sur la Turquie dresse, comme pour chaque pays candidat, le bilan annuel des réformes exigées pour une adhésion à l'Union européenne. L'enjeu est particulièrement délicat cette année, alors que Bruxelles espère relancer des négociations commencées en octobre 2005 mais enlisées depuis, sans pour autant taire les critiques en matière d'atteintes aux libertés. Ni fermer les yeux sur la répression au printemps des manifestations contre l'autoritarisme croissant du Premier ministre islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan. » (*Liberation, Marc Semo, 16/10/2013*)

Dans le rapport, « l'Union européenne accuse la police turque d'avoir fait un usage excessif de la force dans la répression des manifestations du mois de juin et demande au gouvernement turc de renforcer la supervision des forces de l'ordre. (...) Le rapport suggère au gouvernement turc de concrétiser son projet de réforme de la police de façon à ce que les forces de l'ordre puissent être supervisées de manière indépendante. » (*Les Echos, Reuters, 16/10/2013*)

« "Le mouvement de Gezi est un tournant qui a montré la force de la société civile turque, qui veut profiter des libertés acquises ces dernières années dans le cadre du processus d'adhésion", estime Jean-Maurice Ripert, chef de la délégation de l'UE à Ankara. Le texte du rapport se veut "équilibré". Il s'agit de dire les choses sans pour autant braquer encore un peu plus les autorités turques après des mois de tension.

A ses interlocuteurs du gouvernement turc qui le pressaient de relancer les négociations, le commissaire à l'Elargissement, Stefan Fühle, rappela, début juin, qu'avant « de parler du futur », il fallait « évoquer le présent ». Il avait en effet rencontré les occupants du parc Gezi à Istanbul. Ce « parler vrai » irrita Ankara. Peu après, les députés de Strasbourg votèrent le 12 juin une résolution très ferme contre la répression, s'attirant les foudres d'Erdogan : « Qui es-tu, Parlement européen, pour prendre une décision sur la Turquie ? » Les Vingt-Sept décidèrent alors de renvoyer à octobre leur décision sur l'ouverture du

chapitre 22 des négociations d'adhésion (les politiques régionales) qui devait marquer la relance du processus après trois ans d'immobilisme. » (*Libération*, Marc Semo, 16/10/2013)

« En Turquie, comme dans les Balkans, le commissaire plaide pour ouvrir le plus vite possible les chapitres portant sur la justice, les libertés et les droits fondamentaux, afin d'éviter d'intégrer des candidats toujours en délicatesse avec l'Etat de droit. (...) Le commissaire regrette toujours "l'usage excessif de la force" par la police. Il souligne le "besoin impérieux de développer une vraie démocratie participative" et "d'assurer le respect des libertés fondamentales". Cependant, pour Stefan Füle, "l'engagement vaut mieux que le désengagement" avec un partenaire jugé stratégique. Le commissaire salue le programme de réformes "démocratiques" dévoilé par le chef du gouvernement islamiste modéré. » (*Le Monde*, Philippe Ricard, 17/10/2013)

Concernant le rapport « "Nous sommes satisfaits de voir que le rapport de cette année met l'accent sur les réformes importantes effectuées par la Turquie", a déclaré Egemen Bagis, ministre turc des Affaires européennes. "Il est indiscutable que la Turquie est désormais plus proche que jamais des critères de l'Union européenne en matière de démocratie, de droits de l'homme et de développement économique", a-t-il ajouté dans un communiqué [le 19 octobre]. (...) Le ministre a, par ailleurs, minimisé les préoccupations exprimées par l'UE quant à "l'usage excessif de la force par la police et l'absence globale de dialogue durant les manifestations de mai et juin", selon les termes du rapport. "Pour nous, les actions qui recourent à la violence et à des méthodes illégales contre la paix de notre pays, ainsi que de son peuple, ne constitueront jamais un combat pour les droits ", a-t-il écrit. » (*Les Echos*, Reuters, 19/10/2013)

Négociations relancées entre l'UE et la Turquie

« L'Union européenne a décidé d'ouvrir [le 22 octobre] un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion avec la Turquie après trois ans de paralysie, a annoncé la présidence lituanienne de l'UE. Suivant les recommandations de la Commission européenne, les ministres de l'UE chargés des Affaires européennes, réunis à Luxembourg, vont donner leur feu vert à l'ouverture, le 5 novembre prochain, d'un nouveau chapitre de négociations. » (*Le Figaro.fr*, AFP, 22/10/2013)

« Depuis l'ouverture officielle des négociations, en 2005, 13 chapitres sur 35 ont été ouverts et plus d'une douzaine étaient jusqu'ici bloqués, soit par la France, soit par Chypre. » (*Le Monde*, Philippe Ricard, Guillaume Perrier, 10/10/2013) « Le chapitre 22 portant sur la politique régionale sur lequel les deux parties vont reprendre langue concerne un sujet parmi les plus consensuels. Souhaitant faire levier pour garantir la poursuite des réformes de démocratisation en Turquie, la Commission entend aussi entrer dans le vif du sujet » (*Libération*, AFP, 22/10/2013)

« La décision formelle d'ouvrir un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion avec Ankara avait été prise en juin avant d'être ajournée, notamment sous pression allemande, en raison de la répression par les autorités turques de la vague de contestation civile partie de la place Taksim à Istanbul. » (*Le Parisien*, AFP, 22/10/2013)

« Le commissaire à l'Elargissement, Stefan Füle, s'est félicité de la décision des ministres, y voyant un "pas important" pour le rapprochement UE-Turquie. "Les récentes évolutions en Turquie soulignent l'importance de l'engagement de l'UE et de ce que l'UE reste la référence pour les réformes en Turquie. A cette fin les négociations d'adhésion doivent retrouver de l'élan", a-t-il ajouté, cité dans un communiqué. » (*Libération*, AFP, 22/10/2013)

La décision a été tout de même critiquée par certaines personnalités politiques en France. « L'ancienne ministre française de la Justice, Rachida Dati, eurodéputé PPE (centre-droit) a, au contraire, dénoncé une décision "irresponsable dans le contexte de crise européenne actuelle". "La Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union européenne", a soutenu Mme Dati. "L'UE doit plus que jamais marquer une pause durable dans son élargissement". » (*Le Parisien*, AFP, 22/10/2013) Quant à Jean Louis Borloo, président de l'UDI, il a affirmé que « la reprise de celles d'adhésion avec la Turquie n'était "pas appropriée" (...)

"Nous ne pensons pas appropriée la réouverture des négociations entre la Commission européenne et la Turquie", a-t-il déclaré. » (*Le Figaro.fr, AFP, 22/10/2013*)

Les experts restent également prudents. « En cet automne 2013, près de trois ans après le début des "révolutions arabes", la Turquie est plus à la recherche d'elle-même que de l'Europe, même si elle a plus besoin de l'Europe qu'elle n'est prête à l'admettre » écrivait [le 21 octobre] dans les colonnes des Echos, Dominique Moïsi, conseiller du directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Selon lui, au cours des dernières années, rien ne s'est passé comme l'espéraient ses dirigeants et ses élites. « La révolution arabe a plutôt agi comme un révélateur, au sens chimique du terme, des faiblesses et des contradictions turques, elles-mêmes aggravées dernièrement par la politique, sinon la personnalité de Recep Tayyip Erdogan, » souligne-il.

Au-delà, du cas de la Turquie, c'est le processus même d'élargissement européen qui semble avoir atteint ses limites. (...) Vivien Pertusot, responsable du bureau de Bruxelles de l'Ifri, (...) « Aujourd'hui, explique-t-il dans un entretien publié sur le site Euractiv, malgré les processus enclenchés avec plusieurs pays tels que la Serbie, le Monténégro, ou la Turquie, aucun candidat n'a vocation à intégrer l'Union européenne dans les cinq prochaines années. L'appétit européen pour les nouveaux membres est beaucoup plus faible qu'avant ». De là à penser que le nouveau round de négociations entre Turquie et l'UE n'est que l'expression d'un processus administratif, il n'y a qu'un pas. » (*Les Echos, Jean-Michel Gradt, 22/10/2013*)

« Membre de l'Otan depuis 1952, la Turquie s'est récemment illustrée dans son importante implication dans le conflit syrien, en soutenant l'opposition (parfois djihadiste) au régime de Bachar el-Assad. Pour Didier Billon, ce positionnement de la Turquie, zone tampon entre l'Europe et le Moyen-Orient, serait un véritable atout pour l'Union européenne. "Si cette dernière voulait se doter d'une véritable politique diplomatique et de défense d'ampleur, l'adhésion de la Turquie lui donnerait un poids de taille, par sa position géographique, son poids historique et son influence régionale". » (*Le Point.fr, Quentin Raverdy, 24/10/2013*)

5. International

Turquie – OTAN

L'achat de missiles chinois par la Turquie irrite l'OTAN

La décision de la Turquie d'acquérir des « missiles de longue portée produits par une entreprise d'Etat chinoise afin de renforcer son système de défense, suscite la colère et l'inquiétude de ses partenaires au sein de l'OTAN. (...)

La Turquie, qui compte, en nombre de soldats, la deuxième armée de l'OTAN, envisage à la fois de renforcer sa protection contre des attaques aériennes ou de missiles, de diversifier ses fournitures d'équipements et de trouver des partenaires en vue de la coproduction d'armements.(...)

Ces équipements ne sont pas compatibles avec les systèmes et les radars de l'OTAN, ce qui pourrait les rendre inefficaces. Ils pourraient devenir interopérables à condition que CPMIEC – et donc Pékin – accède à certaines données confidentielles de l'OTAN, ce qui paraît évidemment inconcevable » (*LeMonde.fr, Jean-Pierre Stroobants, 01/10/2013*)

« Ankara a annoncé jeudi être en passe de conclure dans les six mois un accord en ce sens avec le China Precision Machinery Import and Export Corp (CPMIEC). Les Turcs se sont engagés à ne transmettre à Pékin aucune information sur le dispositif de défense de l'Otan. » (*Les Echos, Reuters, 07/10/2013*)

« Le Président Abdullah Gul aurait déclaré, d'après le quotidien turc Hurriyet, qu'il ne faisait " aucun doute que la Turquie est d'abord membre de l'OTAN." » (*Les Echos, Gabriel Gresillon et Yann Rousseau, 01/10/2013*)

"Ce qui est important pour nous est que le système acquis par un pays individuel (...) puisse être compatible et capable de fonctionner avec les systèmes en vigueur dans les autres pays. J'espère que la Turquie respectera cela", a déclaré à Reuters Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de L'Otan. "J'espère, naturellement, que tous les pays alliés s'en assureront, cela est inhérent à l'appartenance à l'Alliance atlantique", a ajouté l'ancien Premier ministre danois en marge d'une conférence organisée à Copenhague. » (*Les Echos, Reuters, 07/10/2013*)

Par contre, « les Etats-Unis ont indiqué aux autorités turques leurs inquiétudes liées à la décision d'Ankara de recourir à une entreprise chinoise pour se doter d'un système de défense antiaérienne et antimissile, a annoncé aujourd'hui l'ambassadeur américain en poste en Turquie. "Nous sommes très inquiets de ce projet d'accord avec une entreprise chinoise qui fait l'objet de sanctions. Il s'agit certes d'une décision commerciale, du droit souverain de la Turquie, mais nous sommes préoccupés par ce que cela signifie pour la défense aérienne alliée", a déclaré à la presse Francis Ricciardone. » (*Le Figaro.fr, AFP, 24/10/2013*)

« Le ministère chinois des Affaires étrangères a jugé mardi infondées les préoccupations exprimées par les Etats-Unis et l'Otan. (...) Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a évoqué mardi une "coopération militaire normale entre les deux pays", et a mis en garde contre le fait de "politiser une concurrence commerciale normale". » (*Les Echos, Reuters, 08/10/2013*)

Dans son interview avec Alain Ruello dans le journal *Les Echos*, le Ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian s'est dit étonné de cette décision: "Cette intrusion sur un marché assez improbable me surprend. Je m'interroge sur l'interopérabilité [du système chinois avec ceux de l'Otan, NDLR]. J'espère que le gouvernement turc en a mesuré tous les inconvénients. Je n'en dirai pas plus." » (*Les Echos, Alain Ruello, 09/10/2013*)

Selon le journal *l'Opinion* « Si certains spécialistes affirment que les Chinois ont raflé la mise grâce à un prix défiant toute concurrence, 3 milliards de dollars, l'accord conclu avec CPMIEC montre clairement, estiment d'autres observateurs, que les autorités turques entendent exprimer leur mécontentement vis-à-vis de leurs alliés américains. (...) »

En Chine, on se félicite évidemment de la conclusion du contrat avec la Turquie, car celui-ci permet à l'industrie chinoise de défense de changer de braquet et de se projeter sur des marchés qui lui étaient jusqu'à présent interdits. C'est la raison pour laquelle Pékin observe avec attention les réactions courroucées des alliés de la Turquie après sa décision d'acquérir le système HQ-9 et les pressions qu'ils exercent sur Ankara pour que l'accord ne soit pas ratifié. (...) »

La montée en puissance des Chinois dans le domaine des exportations d'armes est une réalité à laquelle les Occidentaux vont devoir s'habituer. Dans un rapport publié la semaine dernière, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) révèle que la Chine est devenue le cinquième exportateur mondial d'armes légères et de petit calibre sur la période 2008-2012 et que ses ventes se font de plus en plus au Moyen-Orient, région stratégique de première importance pour Washington. En réussissant à imposer son système de défense antiaérien en Turquie, Pékin marque donc un nouveau point face aux Américains dont l'une des seules réponses est de rappeler que la CPMIEC est sur sa liste noire pour avoir vendu des armes à l'Iran. » (*L'Opinion, Claude Leblanc, 23/10/2013*)

Selon Ariane Bonzon, « pour ceux qui pensent que la Chine l'utilise comme cheval de Troie pour entrer en Europe, la raison est sûrement ailleurs. (...) »

L'"affaire des missiles chinois" fait du bruit, mais elle n'est pas si surprenante. Après tout, il y a quatre ans déjà que le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, évoquait la naissance d'un "nouveau paradigme turco-chinois".

Selon le FMI, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays s'élevait à 24,1 milliards de dollars en 2012. Du côté d'Ankara, l'objectif actuel serait de le porter à 100 milliards de dollars, c'est-à-dire de le multiplier par 4 d'ici dix ans.

Mais la balance commerciale est très déficitaire pour la Turquie qu'on appelle parfois "la Chine du Proche-Orient". (...) La Chine utiliserait-elle alors la Turquie comme un cheval de Troie pour pénétrer le marché européen? Pékin n'aurait à peu près aucun intérêt à passer par la Turquie pour exporter dans l'Union européenne, répondent les experts. En effet, dans le cadre des accords d'Union douanière qu'elle a signés avec Bruxelles en 1996, la Turquie ne peut exporter de produits industriels vers l'Union européenne autrement qu'en suivant les règles et normes européennes. »

L'économiste au CEPII, Deniz Ünal a indiqué « "la Turquie n'a pas à payer de droits de douanes pour exporter vers l'Union européenne. Toutefois cet avantage pèserait bien peu au regard des investissements que la Chine devrait faire pour produire en Turquie. Non, ce qui intéresse avant tout les Chinois, c'est le marché turc et ses 74 millions d'habitants." » Françoise Lemoine, économiste spécialisée sur la Chine au CEPII a commenté « "Pour investir en Europe, la Chine n'a pas besoin de passer par la Turquie, (...) elle est déjà très présente en Europe de l'est." » (*Slate, Ariane Bonzon, 17/10/2013*)

Turquie - France

« A Strasbourg, la Turquie investit dans l'islam "made in France" »

« Un campus franco-turc va voir le jour dès l'an prochain dans le quartier de HautePierre à Strasbourg, à une quinzaine de minutes du centre et de la gare. » qui est considéré comme « l'un des projets les plus ambitieux de la communauté musulmane en France. » (...)

« "Nous devons mettre aux normes l'ancien centre de formation de La Poste qui accueillera les étudiants en théologie et désamianter deux autres bâtiments, dont l'un abritera le lycée", explique Saban Kiper, l'une des chevilles ouvrières du chantier, figure des milieux musulmans de Strasbourg et conseiller municipal socialiste. (...)

Au départ, en 2010, il s'agissait seulement de former des imams issus des jeunes générations, celles qui ont grandi en France. Des imams franco-français, donc, comme on en ambitionne depuis une vingtaine d'années, capables "d'acclimater" l'islam aux normes des sociétés occidentales. (...) Le gouvernement a confié, en juin, une mission d'évaluation à Francis Messner, l'un des meilleurs spécialistes du droit des religions en France. Il devrait remettre ses conclusions et ses propositions d'ici à début novembre. Les autorités turques, elles, n'ont pas attendu la bénédiction de Paris pour avancer leurs pions.

Depuis 2010, l'association (française) qui pilote le chantier a déjà acquis quatre immeubles (de plus de 10 000 m² de surface) à HautePierre. Dans un proche avenir, elle devrait compléter ce patrimoine immobilier. Même si elle ne dispose pas encore des locaux, la faculté a bel et bien démarré. Une promotion d'une quinzaine d'étudiants a entamé, il y a un peu plus d'un an, le cursus de cinq ans qui sera sanctionné par un diplôme de la faculté de théologie d'Istanbul. (...) Dès la rentrée prochaine, deux classes de seconde seront ouvertes, les prémices d'un vrai lycée musulman, un peu à la manière des imam hatip turcs, les établissements scolaires religieux. (...)

Comme l'Algérie et le Maroc, la Turquie envoie et rémunère des imams en France, 150 actuellement, pour une durée de quatre ans. Ce nombre ne couvre pas tous les besoins. Le Diyanet contrôle, en effet, 250 mosquées sur les 400 lieux de culte de la diaspora turque en France.

Paris voudrait pourtant réduire le nombre d'imams envoyés par Ankara, c'est d'ailleurs l'une des raisons qui a poussé la Turquie à monter son campus à Strasbourg. (...)

Les autorités françaises auront éventuellement leur mot à dire si, à l'avenir, la faculté «libre» demandait une équivalence de diplômes ou si le lycée voulait passer sous contrat avec l'Education nationale. Reste à prouver aussi que les jeunes formés (des bac + 5 s'ils suivent le cursus de théologie) voudront bien aller «faire» l'imam dans les mosquées. » (*Libération, Bernadette Sauvaget, 06/10/2013*)

« Dix Kurdes jugés à Paris pour financement du PKK »

« Le procès de 10 prévenus kurdes de nationalité turque accusés d'avoir participé au financement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) par l'intermédiaire de la maison du peuple kurde (MPK) de Marseille s'est ouvert lundi [le 14 octobre] à Paris. Le procès doit durer jusqu'au 24 octobre devant la 16^e chambre du tribunal correctionnel. Parmi les prévenus se trouve le responsable présumé du financement du PKK pour la région sud en France, via la MPK, poursuivie en tant que personne morale, ainsi que sa présidente.

Le PKK est considéré comme un mouvement terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. Pour financer ses activités, le PKK organise la «kampanya», collecte de l'impôt révolutionnaire, auprès de la diaspora kurde. Selon l'accusation, sous couvert d'activités culturelles, la MPK servait en fait pour la kampanya et aurait servi de siège financier du PKK dans la région. Pendant l'enquête, le responsable du financement avait estimé le montant annuel de la kampanya à 300 000 euros, mais avait assuré qu'il s'agissait d'un acte "complètement volontaire".(...)

Selon l'accusation, chaque secteur avait un objectif chiffré à atteindre pour la collecte de l'impôt révolutionnaire. Si les victimes ne voulaient pas payer, elles faisaient l'objet de relances téléphoniques puis domiciliaires. Si elles ne se résolvaient toujours pas à payer, une "commission de justice" au sein de la MPK était saisie. » (*Liberation, AFP, 14/10/2013*)

Turquie – Syrie

Les relations avec l'opposition syrienne

Le gouvernement turc a dénoncé officiellement le soutien aux groupes extrémistes impliqués auprès de l'opposition syrienne, mais fait toujours l'objet de critiques.

Début octobre, le Ministre des Affaires étrangères Davutoğlu a indiqué « officiellement, la Turquie "ne soutient aucun groupe en particulier au sein de l'opposition syrienne". (...) "Nous n'apportons aucune aide directe à Jabhat Al-Nosra ni à aucun autre. Notre seul contact, c'est la Coalition nationale syrienne [qui siège à Istanbul]" (...)

Depuis plusieurs mois, les alliés de l'OTAN s'interrogent sur l'attitude d'Ankara, accusé au mieux de fermer les yeux sur ces passages, au pire de consolider les positions des djihadistes dans le nord syrien. Un calcul dangereux pour le journaliste turc Mete Cubukçu, qui se demande « si la politique étrangère turque n'a pas créé un taliban syrien ». (...)

Selahettin Demirtas, le dirigeant du Parti de la paix et de la démocratie (BDP), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), assure que « la frontière turque est grande ouverte » aux djihadistes, qui « sans le soutien turc n'auraient pas pu tenir une semaine ». Le gouvernement d'Erdogan est accusé d'utiliser les djihadistes pour s'opposer aux velléités d'autonomie kurde dans le nord de la Syrie. L'Etat islamique en Irak et au Levant assiège les milices affiliées au PKK pour le contrôle des villes frontalières de Kobani (Ayn-Al-Arab) et de Sere Kaniye (Ras-Al-Ayn). (...)

Sinan Ulgen, directeur du think tank EDAM (Centre d'études économiques et de politique étrangère) "Jusqu'à il y a deux mois, la Turquie a continué à soutenir ces groupes extrémistes parce qu'ils étaient les

plus influents sur le champ de bataille. Mais cela a soulevé des critiques, notamment de la part de Washington ", note-t-il. (...)

Selon M. Ulgen, la Turquie changerait de politique « pour ne pas mettre en danger ses relations avec ses alliés, mais surtout parce qu'elle s'est rendu compte du risque que les djihadistes pouvaient faire courir pour sa propre sécurité ». (*Le Monde.fr, Guillaume Perrier, 01/10/2013*)

De son côté « le président syrien accuse la Turquie d'abriter des "terroristes" syriens et l'avertit du prix élevé qu'elle paiera pour son soutien aux rebelles qui le combattent. Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision turque Halk TV (...) diffusé vendredi [le 5 Octobre], Bachar al Assad qualifie le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de "fanatique" et accuse la Turquie d'autoriser le passage vers la Syrie de "terroristes" qui veulent attaquer l'armée et les civils syriens.

"Il n'est pas possible de mettre le terrorisme dans sa poche et de l'utiliser comme une carte parce que c'est comme un scorpion qui n'hésitera pas à vous piquer à la première occasion", y déclare Bachar al Assad, selon une transcription de l'entretien, publiée sur le site internet de la chaîne. "Dans un proche avenir, ces terroristes auront un impact sur la Turquie, et la Turquie le paiera d'un prix élevé", affirme le président syrien.

[En ce qui concerne son dialogue avec le premier ministre] "avant le conflit, Erdogan ne parlait jamais de réformes ni de démocratie, ces questions-là ne l'intéressaient pas (...). Erdogan voulait seulement le retour des Frères musulmans en Syrie, tel était son objectif principal", ajoute-t-il. Le gouvernement turc dément catégoriquement avoir poursuivi un tel objectif. Les conseillers du Premier ministre font même valoir qu'Erdogan cherchait à cultiver de bonnes relations avec Assad dans les années qui ont précédé le conflit. (...)

Dans son éditorial, le journal *Le Monde* critique le soutien des islamistes en Syrie par l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie. « Riyad, Doha et Ankara ont contribué à façonner le profil islamiste de la rébellion. Ce profil-là fait le jeu du régime à l'intérieur, effrayant nombre de minorités syriennes, et à l'extérieur, suscitant une méfiance croissante des opinions occidentales. » (*Le Monde, Editorial du "Monde", 22/10/2013*)

Un mur érigé aux frontières turco-syrienne

Des violents combats qui ont eu lieu le 2 octobre « dans le nord de la Syrie, près de la frontière turque, entre des insurgés syriens et des militants islamistes affiliés à Al Qaïda (...) a poussé la Turquie à fermer le poste-frontière situé à 5 km d'Azaz. » (*Les Echos, Reuters, 02/10/2013*)

Par conséquent, le 7 octobre la Turquie a construit « un mur de deux mètres de haut le long d'un tronçon de sa frontière avec la Syrie, dans un secteur où ont lieu fréquemment des affrontements, afin d'empêcher les passages clandestins et la contrebande. (...)

Des ouvriers ont entrepris de creuser des fondations au niveau du district de Nusaybin, à une dizaine de kilomètres au nord de la ville syrienne de Kamichli, où se produisent régulièrement des heurts entre Kurdes, unités rebelles et tribus arabes. » (*LeFigaro.fr, Reuters, 07/10/2013*)

Par ailleurs, « l'artillerie turque a tiré mardi [le 15 octobre] une salve d'obus contre des positions de jihadistes en Syrie, en réponse au tir d'un obus de mortier en territoire turc, une première contre ces factions extrémistes. (...) Ces tirs sont une riposte à la chute en sol turc, près d'un poste de gendarmes, d'un obus de mortier "qui n'a pas explosé". L'artillerie turque riposte depuis plus d'un an à tout tir provenant de Syrie. Mais c'est la première fois que l'armée vise un groupe jihadiste. » (*LeFigaro.fr, AFP, 17/10/2013*)

Turquie – Israël

« La Turquie aurait "donné" à l'Iran des espions israéliens-presse »

« La Turquie a révélé début 2012 au gouvernement de Téhéran l'existence d'un réseau d'espionnage israélien qui travaillait en Iran, rapporte le *Washington Post* jeudi [le 17 Octobre]. Israël et la Turquie n'ont pas réagi après la publication de ces informations. Mais plusieurs ministres israéliens ont accusé le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, d'avoir adopté une position anti-israélienne ces dernières années pour asseoir le crédit de son pays dans le monde musulman.(...)

Selon le journaliste du *Washington Post* David Ignatius, Israël utilisait apparemment une partie de son réseau d'espionnage en Iran à partir de la Turquie, ce qui a permis aux services secrets turcs de pouvoir suivre ses mouvements. Selon le journal, Recep Tayyip Erdogan a divulgué début 2012 au pouvoir iranien les identités de dix Iraniens qui s'étaient rendus en Turquie pour y rencontrer des agents israéliens. En avril 2012, l'Iran avait annoncé le démantèlement d'un important réseau d'espionnage israélien et l'arrestation de 15 personnes. Il n'a pas été clairement établi si cette annonce était liée aux informations fournies par la Turquie. » (*Les Echos, Reuters, 17/10/2013*)

« Dans son entourage, on se contentait d'observer que l'auteur du scoop, David Ignatius, "est réputé pour son sérieux et son excellente connaissance du Proche-Orient". Une manière de prêter du crédit à des allégations qui, en dépit de l'énergique démenti formulé à Ankara, menacent de faire voler en éclats le laborieux rapprochement engagé ces derniers mois entre les deux pays. (...)

Selon l'entourage de Benyamin Nétanyahou, l'incident illustre en tout cas le peu d'empressement de la Turquie à se réconcilier avec Israël malgré les pressions exercées en ce sens par Barack Obama. Les deux pays, qui ont entretenu durant plus d'un demi-siècle une coopération étroite, sont en froid depuis près de cinq ans. (...)

Pour Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri), "la Turquie, à force de chercher par tous les moyens à s'imposer comme une puissance régionale, risque à terme de s'isoler et de poser un sérieux problème à son allié américain". Son attitude vis-à-vis du régime iranien est, en particulier, jugée ambiguë. Depuis l'éclatement de la guerre civile en Syrie, les liens entre les deux pays se sont distendus à mesure que la Turquie s'est engagée dans l'aide aux rebelles, tandis que Téhéran soutenait le régime de Damas. Mais en Israël, on n'a pas oublié les tentatives de médiations engagées par Ankara, il y a quelques années, dans l'espoir d'infléchir les sanctions imposées à l'Iran.» (*Le Figaro, Cyrille Louis, 18/10/2013*)

6. Turquie

« Turquie: Amnesty International dénonce des violations massives de droits humains »

« Amnesty International a dénoncé mercredi des "violations des droits humains à très grande échelle" en Turquie lors de la violente répression des manifestations antigouvernementales de juin. » (*Le Parisien, AFP, 02/10/2013*)

Trois mois après les manifestations, « Amnesty International dénonce dans un rapport publié ce mercredi [le 2 octobre] l'extrême violence de la répression des autorités contre les protestataires. «*Le droit de se réunir pacifiquement a été systématiquement bafoué et les violations du droit à la vie, à la liberté et à ne pas être torturé et maltraité ont été nombreuses*», affirme Andrew Gardner, spécialiste de la Turquie au sein de l'ONG de défense des droits de l'homme. (...)

Amnesty International appelle donc les gouvernements étrangers à interdire immédiatement les exportations ou les transferts de matériel antiémeute vers la Turquie, notamment le gaz lacrymogène et le gaz poivre, ainsi que les balles en caoutchouc. » (*Libération*, Thomas Loubière avec AFP, 02/10/2013)

« "Ce qui est choquant ici est l'énorme détermination à réduire au silence et à écraser un mouvement de voix critiques et désapprobatrices. A le réduire au silence et à l'écraser une fois pour toutes", a commenté en conférence de presse John Dalhuisen, responsable d'Amnesty pour l'Europe et l'Asie centrale.

Cette volonté est "prouvée non seulement par les encouragements prodigués à la police (...) de recourir à la violence mais aussi du harcèlement et des poursuites qui ont suivi contre toute personnes soupçonnée d'avoir organisé, participé ou soutenu les mouvements de protestation", a ajouté M. Dalhuisen. » (*Le Parisien.fr*, AFP, 02/10/2013)

« Lors de l'ouverture de l'année judiciaire 2013-2014, [le président de l'union des barreaux de Turquie Metin Feyzioglu] a rappelé dans son discours le refus du pluralisme par la majorité islamo-conservatrice au pouvoir et dressé un constat très critique de l'état réel des libertés dans le pays. »

Dans une interview accordée à Marc Semo, le président a ajouté : « A en croire le gouvernement Erdogan, il n'y a ni journalistes (*il y en aurait au moins 76, ndlr*), ni avocats, ni maires, ni syndicalistes en prison, mais seulement des personnes accusées de terrorisme. Or elles le sont pour des écrits ou des activités directement liées à leur profession. L'actuelle législation antiterroriste est liberticide. Elle a été en partie changée cette année afin de mieux différencier ce qui relève du délit d'opinion de celui de participation à une organisation terroriste, mais malgré cela la définition reste très floue et continue de permettre tous les abus. » (...)

En ce qui concerne « la situation des personnes interpellées pendant les manifestations de printemps » il a marqué « Les données dont nous disposons sont très fragmentaires. Quelque 6 000 personnes ont été interpellées depuis juin mais il est impossible de savoir combien exactement sont inculpées – probablement plusieurs centaines - et surtout pour quels chefs d'inculpation. Les mises en accusation arrivent souvent des semaines voire des mois après les faits et ces procédures opaques sont une épée de Damoclès. Les accusés peuvent aussi bien devoir répondre de délits tels que «*rébellion à agent de la force publique*» ou «*manifestation illégale*», ou d'inculpations beaucoup plus graves au titre de la législation antiterroriste et déférées devant les cours spéciales dont nous parlions précédemment avec le risque de très lourdes peines. » (*Libération*, Marc Semo, 16/10/2011)

« Selon le responsable du syndicat des journalistes turcs, Ercan Ipekci, au moins 85 journalistes jugés hostiles au pouvoir ont été licenciés ou contraints à la démission depuis les manifestations parties du parc Gezi d'Istanbul le 31 mai. (...) Plusieurs fois interpellé sur le sort de journalistes, le gouvernement nie exercer une quelconque pression contre les médias qui ont montré quelque sympathie pour les frondeurs de juin. (...)

Loin d'être l'apanage des seules autorités politiques, la menace émane également des propriétaires des médias, pour la plupart des conglomérats industriels dont le chiffre d'affaires est souvent étroitement dépendant des marchés publics. Le plus grand groupe de médias turc, Dogan, s'est ainsi débarrassé du quotidien Milliyet après que le gouvernement lui eut imposé un redressement fiscal record en 2009.(...) Pendant la contestation, de nombreux manifestants ont d'ailleurs raillé les médias turcs, coupables à leurs yeux d'avoir délibérément minimisé son importance. Le cas de la chaîne privée CNN Türk, qui a préféré diffuser un documentaire sur les pingouins plutôt que de retransmettre en direct les heurts sur la place Taksim, en est devenu l'exemple emblématique. » (*AFP*, 10/10/2013)

Par ailleurs, « contesté par la rue depuis le printemps, le Premier ministre compte lever une véritable armée virtuelle sur Facebook ou Twitter, où ses adversaires sont très présents. En Turquie, la guerre qui oppose, depuis la fin mai 2013, le gouvernement aux manifestants qui dénoncent son autoritarisme sur les réseaux sociaux, ne s'apaise pas.(...) Mais voilà qu'une seconde manche est engagée: le parti de la Justice et du développement (AKP, au pouvoir depuis 2002) a levé une «véritable petite armée sur les

réseaux sociaux, où 6.000 adhérents du parti seront désormais chargés de faire entendre la parole officielle».(...) (*Ariane Bonzon, Slate.fr, 03/10/2013*)

Selon l'édition 2013 du rapport annuel de Freedom House, une organisation américaine sur les restrictions liées au numérique « les pays garantissant le plus grand niveau de liberté concernant Internet sont, dans l'ordre, l'Islande, l'Estonie et l'Allemagne. (...) La Turquie ou encore la Corée du Sud se retrouvent dans la zone intermédiaire, en étant qualifiés de pays « partiellement libres » (*Les Echos, 08/10/2013*)

« Les familles des victimes de Taksim portent plainte à Strasbourg »

« Les familles des quatre manifestants tués en juin dernier sur la place Taksim d'Istanbul lors d'affrontements avec la police ont déposé jeudi des requêtes contre la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme. (...) »

La règle veut que tout requérant ait épuisé les voies de recours dans son propre pays avant de s'adresser à la juridiction du Conseil de l'Europe, mais celle-ci peut admettre des exceptions lorsque tout recours se révèle impossible.

Les familles et leurs avocats accusent en l'occurrence les autorités turques d'avoir empêché l'identification des policiers auteurs des violences. » (*Les Echos, Reuters, 10/10/2013*)

« Prison confirmée en appel pour d'anciens militaires turcs de haut rang »

« Plusieurs anciens militaires turcs de haut rang condamnés à de lourdes peines de prison pour leur implication dans un complot visant à renverser le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan ont vu leur sentence maintenue en appel mercredi [le 9 octobre]. »

Le procès Balyoz ("masse de forgeron"), qui s'était tenu en première instance en septembre 2012, avait vu la condamnation de plus de 300 officiers.

L'opération Balyoz, préparée en 2003, visait à commettre une série d'attentats contre des mosquées d'Istanbul pour provoquer une intervention de l'armée et chasser du pouvoir le Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdogan.

Mercredi [9 octobre], l'instance d'appel a annulé les condamnations de plusieurs dizaines de militaires de rang inférieur. (...) »

La cour a confirmé les peines de 20 ans de prison auxquelles ont été condamnés le principal suspect, Cetin Dogan, ancien commandant de la prestigieuse Première armée, Ibrahim Firtina, ancien commandant de l'armée de l'air, et Ozden Ornek, un amiral à la retraite. » (*Les Echos, Reuters, 09/10/2013*)

« A Ankara, un campus rallume la contestation »

« La contestation reprend en Turquie et cette fois-ci dans la capitale Ankara, où les étudiants de l'université technique du Moyen-Orient (ODTU) se mobilisent contre le passage d'une route au milieu de leur campus qui entraînerait l'arrachage de 3 000 arbres. Ce projet d'aménagement, qui vise à désengorger la circulation automobile dans la capitale, fait l'objet de multiples critiques depuis des mois. Les violents affrontements des deux dernières nuits, avec jets massifs de grenades lacrymogènes et usage de canons à eau par les policiers, rappellent ceux du printemps dernier, pour la défense du parc Gezi et de Taksim à Istanbul. (...) »

"C'est une révolte de la dignité qui conteste toute la politique du gouvernement", note l'universitaire Ahmet Insel, directeur de la revue Birikim. (...)

Alors que la Commission européenne avait durement critiqué dans son rapport annuel des "excès" dans la répression des manifestations au printemps, Erdogan mise sur l'intransigeance pour mobiliser une opinion conservatrice qu'il sait majoritaire à l'orée d'une année électorale chargée, avec des municipales en mars et une présidentielle à l'automne. "Rien ne peut être opposé à la construction d'une route, car la route, c'est la civilisation", a-t-il martelé devant ses députés.»
(*Libération*, Marc Semo, 23/10/2013)

« Création d'un nouveau parti turc, le Parti Gezi »

« Un groupe de musiciens et d'artistes turcs a créé un parti politique, le Parti Gezi, du nom du petit parc d'Istanbul dont la destruction annoncée a déclenché la vague de contestation antigouvernementale sans précédent de juin dernier. (...) La présidence du Parti Gezi, qui a été officiellement enregistré le 1er octobre auprès du ministère turc de l'Intérieur. (...) Le mouvement a l'intention de présenter des candidats aux élections législatives de 2015 avec l'ambition de réviser la Constitution turque pour la rendre "plus démocratique". » (Libération, AFP, 24/10/2013)

7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Octobre 2013)

Les Echos

Jean-Michel Gradt
Gabriel Gresillon
Alain Ruello
Yann Rousseau

L'Expansion

L'Express

Le Figaro

Anne Cheyvialle
Cyrille Louis
Frédéric De Monicault

Le Monde

Claire Guélaud
Guillaume Perrier
Philippe Ricard
Jean-Pierre Stroobants

Le Parisien

Le Point

Quentin Raverdy

lepetitjournal.com

Laura Lavenne

Libération

Ragip Duran
Thomas Loubière
Bernadette Sauvaget
Marc Semo

L'Opinion

Claude Leblanc

Toute l'Europe.eu

Usine Nouvelle

Julien Bonnet

Slate

Ariane Bonzon

Aujourd'hui la Turquie

Clémence Guerrier

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org